

Analyse de la filière moabi (*Baillonella toxisperma*) au Gabon



Christian Mikolo Yobo

Juin 2026

Value Chain Analysis for Development (VCA4D) is a tool funded by the European Commission / INTPA and is implemented in partnership with Agrinatura.

Agrinatura (<http://agrinatura-eu.eu>) is the European Alliance of Universities and Research Centers involved in agricultural research and capacity building for development.

The information and knowledge produced through the value chain studies are intended to support the Delegations of the European Union and their partners in improving policy dialogue, investing in value chains and better understanding the changes linked to their actions

VCA4D uses a systematic methodological framework for analysing value chains in agriculture, livestock, fishery, aquaculture and agroforestry. More information including reports and communication material can be found at: <https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d->

Team Composition

National expert - Christian Mikolo Yobo

The report was produced through the financial support of the European Union. Its content is the sole responsibility of its authors and does not necessarily reflect the views of the European Union.

The report has been realised within a project financed by the European Union (VCA4D CTR 2017/392-416).

Citation of this report; C. Mikolo Yobo. 2026. Analyse de la filière moabi (*Baillonella toxisperma*) au Gabon. Report for the European Union, DG-INTPA Value Chain Analysis for Development Project (VCA4D CTR 2017/392-416), 50p + annexes.

VCA4D Project Management Unit Support

Frédéric Lançon, Heval Yildirim | Methodology and economic analysis software (AFA)

Laura Felisatti, Giorgia Mei, Olimpia Orlandoni, Sara Baumgart | Project Management and Graphic Design

Table des matières

TABLE DES MATIERES.....	3
TABLE DES TABLEAUX.....	4
TABLE DES FIGURES	4
ABREVIATIONS ET ACRONYMES	5
REMERCIEMENTS	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
1. INTRODUCTION	9
1.1 CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE.....	9
1.1.1 <i>Importance stratégique du moabi</i>	10
1.1.2 <i>Justification de l'étude</i>	11
1.2 OBJECTIF DE L'ÉTUDE	11
1.2.1 <i>Objectif général</i>	11
1.2.2 <i>Objectifs spécifiques</i>	11
2. MÉTHODOLOGIE	13
2.1 LOCALISATION DU SITE D'ÉTUDE, APPROCHE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DE DONNÉES	13
3. RESULTATS ET DISCUSSION	16
3.1 APPROCHE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNÉES.....	16
3.1.1 <i>Production et collecte de la ressource</i>	16
3.1.2 <i>Le rôle stratégique du Comptoir Maïvou dans la structuration de la chaîne de valeur moabi</i>	18
3.1.3 <i>Transformation des produits du moabi</i>	19
3.1.4 <i>Rôle du Cluster Cosmetic Gabon dans la commercialisation et la distribution des produits dérivés du moabi</i>	20
3.1.5 <i>Analyse des flux d'information et financiers de la chaîne de valeur du moabi</i>	22
3.2 ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU MOABI AU GABON	25
3.2.1 <i>Enjeu d'approvisionnement durable et de structuration des producteurs</i>	26

3.2.2	<i>Enjeux de transformation locale et de création de valeur ajoutée</i>	26
3.2.3	<i>Enjeux de durabilité, de traçabilité et de conformité réglementaire</i>	27
3.2.4	<i>Enjeux d'inclusion économique des communautés locales</i>	28
3.2.5	<i>Enjeu d'accès aux marchés, équité sociale et de gouvernance</i>	29
4.	CONCLUSION	30
5.	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	32
6.	ANNEXE	34
6.1	ANNEXE 1 : TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'ÉTUDE	34

Table des tableaux

Tableau 1 : Contraintes de la chaîne de valeur du moabi et implications au Gabon.....	23
---	----

Table des figures

<i>Figure 1: Carte du Gabon</i>	13
<i>Figure 2 : Analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur du moabi (Baillonnella toxisperma) au Gabon</i>	16

Abréviations et acronymes

AGADEV : Agence de Développement de l'Économie Verte

AGANOR : Agence Gabonaise de Normalisation

AGASA : Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire

CENAREST : Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

VCA4D : Approche Value Chain Analysis for Development

PNDT : Plan National de Développement pour la Transition

PIM : Programme Indicatif Multiannuel

PFABO : Produits Forestiers Autres que le Bois d'Œuvre

PFNL : Produits Forestiers Non Ligneux

RDUE : Règlement de l'Union européenne sur la déforestation

REMERCIEMENTS

Le présent travail a bénéficié du soutien et de la contribution de nombreuses personnes et institutions, auxquelles nous exprimons notre profonde reconnaissance.

Nous remercions en premier lieu, le réseau AGRINATURA pour la confiance accordée en nous confiant la réalisation de cette analyse technique succincte de la chaîne de valeur du moabi (*Ballonella toxisperma*) au Gabon, mobilisant la Facilité Value Chain Analysis for Development (VCA4D), dans le but de fournir au Gouvernement gabonais une base analytique sur les aspects fonctionnels et économiques de la chaîne de valeur.

Nos remerciements s'adressent également à la Délégation de l'Union européenne au Gabon et les différents relecteurs, en particulier à Monsieur Antoine Schmitt, pour l'appui au suivi de l'étude et la facilitation des échanges, et à Monsieur Wilfried Mbeng, point focal national IVCDI, pour son accompagnement institutionnel. Nous remercions également Monsieur Frédéric Lançon, Directeur scientifique du programme *Value Chain Analysis for Development (VCA4D)*, pour ses multiples contributions à la relecture de ce rapport.

Nous exprimons notre gratitude aux autorités gouvernementales compétentes, aux autorités administratives et locales et aux services provinciaux des Eaux et Forêts, pour leur collaboration et la facilitation de l'accès aux zones d'étude.

Nous remercions enfin les enquêteurs locaux, les chefs de quartiers et de villages, les acteurs de la chaîne de valeur et les populations enquêtées pour leur disponibilité, leur accueil et la qualité des informations partagées. Puissent les résultats de cette étude contribuer à la structuration et au développement durable de la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette étude analyse la chaîne de valeur du moabi (*Baillonella toxisperma*) au Gabon afin de caractériser son organisation, ses acteurs, ses mécanismes de gouvernance ainsi que les principaux enjeux de son développement durable. Elle s'appuie sur l'approche Value Chain Analysis for Development (VCA4D), combinant revue documentaire, consultations des acteurs et analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur.

Les résultats montrent que la chaîne de valeur du moabi repose, principalement sur les communautés locales, qui assurent la collecte des fruits et la transformation artisanale des amandes en beurre et produits dérivés. Elle bénéficie, également de l'appui d'institutions publiques intervenant dans la régulation (Ministère des Eaux et Forêts), la normalisation (Agence Gabonaise de Normalisation-AGANOR), le contrôle qualité sanitaire (Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire-AGASA), la recherche et l'innovation (Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique-CENAREST) et des organes tels que le Comptoir Maïvou et le Cluster Cosmetic Gabon. Le Comptoir Maïvou joue un rôle central dans l'agrégation de l'offre, la traçabilité, le contrôle qualité et la commercialisation des produits, tandis que le Cluster Cosmetic Gabon contribue à leur valorisation commerciale et à leur accès aux marchés nationaux et internationaux à forte valeur ajoutée.

L'étude montre également que la chaîne de valeur évolue dans un cadre juridique principalement régi par le Code forestier gabonais de 2001 et ses textes d'application, notamment le décret n° 692/PR/MEFEPEPN du 24 août 2004 relatif aux droits d'usages coutumiers en matière de produits forestiers non ligneux. Ce dispositif reconnaît les droits d'usages traditionnels des communautés locales tout en encadrant la collecte, la transformation et la commercialisation des produits forestiers non ligneux. Toutefois, la complexité des procédures administratives, la fragmentation institutionnelle et les exigences croissantes des réglementations internationales, notamment celles liées à la traçabilité, à la certification, au Protocole de Nagoya et au Règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE), constituent des défis importants pour la structuration et la compétitivité de la chaîne de valeur du moabi.

L'analyse met également en évidence plusieurs contraintes majeures, notamment la dépendance aux peuplements naturels, la faible régénération de l'espèce, la faible structuration des producteurs, le faible niveau de transformation locale, l'accès limité au financement, les difficultés de traçabilité ainsi

qu'une gouvernance encore insuffisamment coordonnée. Malgré ces défis, la croissance de la demande mondiale en produits naturels, biologiques et cosmétiques offre d'importantes perspectives de développement.

Les principaux enjeux concernent la sécurisation durable de l'approvisionnement, le renforcement des organisations de producteurs, le développement de la transformation locale et sa valeur ajoutée, l'amélioration de la traçabilité et de la certification, le respect des exigences réglementaires nationales et internationales, ainsi que le partage équitable des bénéfices. Le renforcement de la gouvernance et de la coordination entre les acteurs apparaît dès lors comme une condition essentielle pour accroître la compétitivité, l'inclusivité et la durabilité de la chaîne de valeur du moabi et faire de cette ressource un levier stratégique de la bioéconomie forestière gabonaise.

Mots-clés : *Baillonella toxisperma* ; moabi ; chaîne de valeur ; produits forestiers non ligneux (PFNL) ; gouvernance ; cadre réglementaire ; traçabilité ; bioéconomie forestière ; Gabon.

Ce rapport est allégé avec uniquement une analyse fonctionnelle et peu/pas de données quantitatives, comparativement aux rapports cacao et andok.

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte et problématique

Cette étude analyse la chaîne de valeur du moabi (*Baillonella toxisperma*) au Gabon afin de caractériser son organisation, ses acteurs, ses mécanismes de gouvernance ainsi que les principaux enjeux de son développement durable. Elle s'appuie sur l'approche Value Chain Analysis for Development (VCA4D), combinant revue documentaire, consultations des acteurs et analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur.

Les résultats montrent que la chaîne de valeur du moabi repose, principalement sur les communautés locales, qui assurent la collecte des fruits et la transformation artisanale des amandes en beurre et produits dérivés. Elle bénéficie, également de l'appui d'institutions publiques intervenant dans la régulation (Ministère des Eaux et Forêts), la normalisation (Agence Gabonaise de Normalisation-AGANOR), le contrôle qualité sanitaire (Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire-AGASA), la recherche et l'innovation (Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique-CENAREST) et des organes tels que le Comptoir Maïvou et le Cluster Cosmetic Gabon. Le Comptoir Maïvou joue un rôle central dans l'agrégation de l'offre, la traçabilité, le contrôle qualité et la commercialisation des produits, tandis que le Cluster Cosmetic Gabon contribue à leur valorisation commerciale et à leur accès aux marchés nationaux et internationaux à forte valeur ajoutée.

L'étude montre également que la chaîne de valeur évolue dans un cadre juridique principalement régi par le Code forestier gabonais de 2001 et ses textes d'application, notamment le décret n° 692/PR/MEFEPEPN du 24 août 2004 relatif aux droits d'usages coutumiers en matière de produits forestiers non ligneux. Ce dispositif reconnaît les droits d'usages traditionnels des communautés locales tout en encadrant la collecte, la transformation et la commercialisation des produits forestiers non ligneux. Toutefois, la complexité des procédures administratives, la fragmentation institutionnelle et les exigences croissantes des réglementations internationales, notamment celles liées à la traçabilité, à la certification, au Protocole de Nagoya et au Règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE), constituent des défis importants pour la structuration et la compétitivité de la chaîne de valeur du moabi.

L'analyse met également en évidence plusieurs contraintes majeures, notamment la dépendance aux peuplements naturels, la faible régénération de l'espèce, la faible structuration des producteurs, le faible niveau de transformation locale, l'accès limité au financement, les difficultés

de traçabilité ainsi qu'une gouvernance encore insuffisamment coordonnée. Malgré ces défis, la croissance de la demande mondiale en produits naturels, biologiques et cosmétiques offre d'importantes perspectives de développement.

Les principaux enjeux concernent la sécurisation durable de l'approvisionnement, le renforcement des organisations de producteurs, le développement de la transformation locale et sa valeur ajoutée, l'amélioration de la traçabilité et de la certification, le respect des exigences réglementaires nationales et internationales, ainsi que le partage équitable des bénéfices. Le renforcement de la gouvernance et de la coordination entre les acteurs apparaît dès lors comme une condition essentielle pour accroître la compétitivité, l'inclusivité et la durabilité de la chaîne de valeur du moabi et faire de cette ressource un levier stratégique de la bioéconomie forestière gabonaise.

Mots-clés : *Baillonella toxisperma* ; moabi ; chaîne de valeur ; produits forestiers non ligneux (PFNL) ; gouvernance ; cadre réglementaire ; traçabilité ; bioéconomie forestière ; Gabon.

1.1.1 Importance stratégique du moabi

Le moabi est une essence forestière emblématique d'Afrique centrale, à forte valeur économique, sociale, culturelle et écologique (Doucet & Kouadio, 2007, Nguenguim et al. 2011). Ses graines permettent la production la production traditionnelle du beurre de moabi utilisé dans l'alimentation, la cosmétique et la pharmacopée traditionnelle. Son bois est également très recherché par les concessionnaires forestiers tandis que diverses parties de l'arbre sont mobilisées dans les pratiques médicinales locales (Doucet & Kouadio, 2007, Ndiade-Bourobou, 2011). Cette espèce constitue ainsi une ressource stratégique à l'interface entre conservation de la biodiversité, valorisation des savoirs locaux et développement de la bioéconomie forestière. Toutefois, malgré son importance, la chaîne de valeur du moabi reste faiblement structurée, marquée par des contraintes liées à l'accès à la ressource, la collecte, les infrastructures, la transformation, la normalisation et l'accès aux marchés.

Par ailleurs, le développement des chaînes de valeur agro-forestières s'inscrit dans un environnement réglementaire de plus en plus exigeant, marqué notamment par le Règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et le Protocole de Nagoya, qui visent à limiter l'accès aux marchés internationaux des produits issus de la déforestation importée (Boucaron-Nardetto, 2024). Ces dispositifs renforcent les exigences en matière de

traçabilité, de durabilité et de partage des avantages, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de valorisation pour les produits conformes.

1.1.2 Justification de l'étude

Dans ce contexte, il devient essentiel de mieux comprendre le fonctionnement de la chaîne de valeur du moabi afin d'en identifier les forces, les contraintes et les perspectives de développement. L'approche Value Chain Analysis for Development (VCA4D) constitue un cadre pertinent pour analyser l'organisation de cette chaîne de valeur, les interactions entre acteurs, les mécanismes de gouvernance ainsi que les flux de produits, services, informations et financements (Fonseca et al. 2019).

Cette analyse intègre également le rôle des institutions clés telles que le Ministère des Eaux et Forêts, l'Agence de Développement de l'Économie Verte (AGADEV), l'Agence Gabonaise de Normalisation (AGANOR), l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire (AGASA), le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST), ainsi que des dispositifs structurants comme le Comptoir Maïvou et le Cluster Cosmetic Gabon, qui interviennent respectivement dans la structuration, la régulation, la transformation et la commercialisation des produits forestiers.

Cependant, la forte informalité de la chaîne de valeur et l'absence de données statistiques fiables limitent la réalisation d'une analyse économique approfondie. Dans cette perspective, il a été convenu d'adopter une approche basée sur l'analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur du moabi afin de décrire l'organisation de sa chaîne de valeur et mettre en évidence ses enjeux économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels.

1.2 Objectif de l'étude

1.2.1. Objectif général

Analyser la chaîne de valeur du moabi (*Baillonella toxisperma*) afin de caractériser son organisation, ses acteurs, ses mécanismes de gouvernance et ses principaux enjeux, en vue d'identifier les leviers de son développement durable, inclusif et compétitif au Gabon.

1.2.2. Objectifs spécifiques

1. Identifier et caractériser les acteurs de la chaîne de valeur du moabi ainsi que leurs rôles dans les différents maillons.

2. Analyser l'organisation fonctionnelle de la chaîne de valeur, les interactions entre acteurs, les mécanismes de gouvernance et les flux de produits, services et informations.
3. Identifier les contraintes et opportunités liées à la production, la collecte, la transformation et la commercialisation du moabi et de ses produits dérivés.
4. Évaluer les enjeux, notamment de durabilité, de traçabilité, de certification, de respect de la conformité réglementaire, de partage équitable des bénéfices et de gouvernance, afin d'éclairer la prise de décision.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1 Localisation du site d'étude, approche de collecte et d'analyse de données

Situé en Afrique centrale, le Gabon couvre une superficie d'environ 267 667 km², dont plus de 85 % sont recouverts de forêts tropicales (Figure 1). Cette importante couverture forestière abrite une riche biodiversité ainsi que de nombreuses espèces d'intérêt socio-économique, parmi lesquelles le moabi (*B. toxisperma*).



Figure 1: Carte du Gabon

La présente étude a été réalisée au Gabon afin de couvrir les principaux maillons de la chaîne de valeur du moabi. Les activités de collecte des fruits et de transformation artisanale des amandes en beurre sont principalement localisées dans les zones forestières rurales. À l'inverse, la province de l'Estuaire, notamment la ville de Libreville, constitue le principal centre de commercialisation, de distribution, de consommation et d'exportation des produits dérivés du moabi. Ce choix spatial permet d'analyser l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production locale jusqu'à la mise en marché finale.

L'étude adopte une approche qualitative inspirée de la méthodologie Value Chain Analysis for Development (VCA4D), adaptée au contexte du moabi (*B. toxisperma*). En raison de la faible disponibilité de données quantitatives, l'analyse repose principalement sur des données secondaires et primaires permettant de comprendre l'organisation et le fonctionnement de la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

Une première étape a consisté en une revue documentaire approfondie portant sur la littérature scientifique et technique, les rapports sectoriels, les textes réglementaires, ainsi que les documents stratégiques nationaux et internationaux relatifs aux PFNL, à la gestion forestière et à la transition verte. Cette revue a permis de mieux cerner l'état des connaissances, les acteurs impliqués et les principaux enjeux de sa valorisation.

Dans un second temps, des entretiens ouverts et semi-structurés ont été menés auprès des principaux acteurs de la chaîne de valeur, notamment les communautés locales, les collecteurs, les transformateurs, les commerçants, les administrations publiques (Ministère des Eaux et Forêts), ainsi que les structures d'appui telles que l'AGADEV et le Cluster Cosmetic Gabon. Ces échanges ont permis de préciser les rôles des acteurs, leurs interactions, ainsi que les contraintes et opportunités de développement de la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

Les données collectées ont ensuite servi à élaborer un schéma fonctionnel de la chaîne de valeur du moabi, représentant les différents maillons, les catégories d'acteurs, ainsi que les flux de produits, d'informations et de services. Cette représentation schématique a facilité la compréhension globale de l'organisation et des interactions au sein de la chaîne de valeur de moabi au Gabon.

Enfin, une analyse des principaux enjeux de développement a été conduite, portant sur la durabilité de l'approvisionnement, la gestion de la ressource, la transformation locale et la valeur ajoutée, l'accès aux marchés, la traçabilité, la certification, la conformité réglementaire, l'inclusion des communautés locales et la gouvernance de la chaîne de valeur. Cette analyse a permis de

dégager un diagnostic stratégique afin d'améliorer la compétitivité, l'inclusivité et la durabilité de la chaîne de valeur du moabi dans le contexte de la transition verte et de la bioéconomie au Gabon.

3. RESULTATS ET DISCUSSION

3.1 Approche de collecte et d'analyse des données

L'analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur du moabi (*B. toxisperma*) met en évidence une organisation relativement simple mais encore faiblement structurée, reposant principalement sur la mobilisation des communautés locales et groupements communautaires, l'émergente récente (2025) de la mise en place d'un dispositif centralisé de collecte et de commercialisation des PFNL et l'appui de plusieurs institutions publiques et privées (**Figure 2**). La chaîne de valeur du moabi s'articule autour de plusieurs maillons successifs allant de la collecte de la ressource en forêt jusqu'à la commercialisation des produits semi-transformés et transformés (beurre, huile, cosmétiques, etc.) sur les marchés nationaux et internationaux.

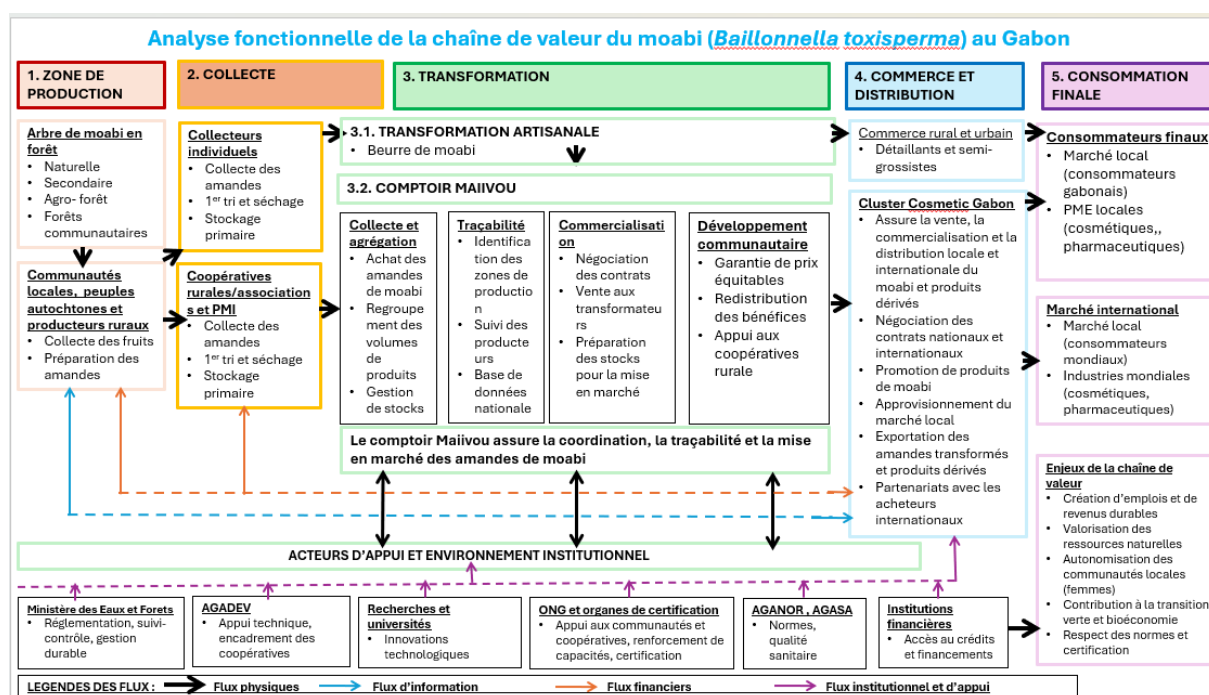


Figure 2 : Analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur du moabi (*Baillonella toxisperma*) au Gabon

3.1.1 Production et collecte de la ressource

La base de la chaîne de valeur du moabi repose sur les communautés locales, les ménages ruraux et les organisations communautaires (coopératives/associations) qui assurent la collecte des fruits et des amandes de moabi dans les forêts naturelles, concessions forestières, forêts secondaires, forêts communautaires et jachères. Cette activité demeure essentiellement saisonnière et fortement dépendante de la disponibilité de la ressource, donc des arbres arrivés à maturité de production.

Les producteurs jouent donc un rôle déterminant dans l'approvisionnement de la chaîne de valeur, car ils assurent la récolte, le transport, le séchage primaire, le stockage temporaire et parfois un premier tri des amandes avant leur transformation artisanale en beurre de moabi (et produits dérivés) et leur mise sur le marché rural et urbain. Dans ces marchés, les commerçants grossistes et détaillants assurent la collecte, la distribution et la commercialisation des produits auprès des consommateurs finaux ou des unités de transformation spécialisées. Ils jouent un rôle essentiel d'intermédiation en facilitant la circulation des produits, l'accès aux marchés et la fixation des prix, tout en contribuant à la diffusion du beurre de moabi et de ses dérivés sur les marchés locaux et nationaux uniquement (car le Comptoir ou plateforme Maïvou assure la commercialisation des PFNL à l'international). Leur position stratégique au sein de la chaîne leur permet également d'orienter les flux commerciaux et d'influencer la répartition de la valeur ajoutée entre les différents acteurs.

Cette étape constitue également le principal point d'entrée des revenus issus du moabi pour les acteurs primaires de la chaîne de valeur. Elle représente ainsi un important mécanisme de diversification des moyens d'existence, notamment pour les femmes qui occupent une place importante dans les activités de collecte, de transformation artisanale et de commercialisation.

Cependant, cette phase reste confrontée à plusieurs contraintes :

- dispersion géographique des zones de production entraînant une augmentation des coûts de collecte et de transport, une fragmentation de l'offre et des difficultés d'approvisionnement, de coordination des acteurs et de traçabilité des produits rendant la collecte parfois difficile ;
- difficultés d'accès aux zones forestières, dues à leur éloignement des villages, augmentant les coûts et le temps de collecte et réduisant les volumes récoltés ;
- faible niveau d'organisation et de structuration des communautés locales en coopératives ou associations fonctionnelles, limitant leur capacité de coordination, de négociation et d'accès aux marchés et aux services d'appui ;
- faible capacité de stockage, entraînant d'importantes pertes post-récolte, une dégradation de la qualité des produits et une réduction des revenus des producteurs ;
- manque de registres sur les volumes collectés, limitant la planification et le suivi de la production, de la ressource et l'orientation des interventions de développement de la chaîne de valeur ;

- faible maîtrise des bonnes pratiques de récolte durable, entraînant d'importantes pertes post-récolte des amandes, une baisse de la qualité des produits et une diminution des revenus des producteurs.

3.1.2 Le rôle stratégique du Comptoir Maïvou dans la structuration de la chaîne de valeur moabi

L'analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur du moabi met en évidence le rôle central du Comptoir ou plateforme Maïvou dans la structuration et la gouvernance de cette chaîne de valeur. Positionné à l'interface entre les producteurs, les transformateurs, les commerçants et les marchés (national et international), ce dispositif constitue un levier majeur pour l'organisation et la professionnalisation des chaînes de valeur du moabi en particulier et des PFNL en général.

Lancé officiellement le 23 octobre 2025 et placé sous la gestion de l'Agence Gabonaise pour le Développement de l'Économie Verte (AGADEV), le Comptoir Maïvou est conçu comme un guichet unique dédié à la valorisation, à la commercialisation et au développement économique des PFABO. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie nationale visant à faire de la préservation des ressources naturelles un moteur de diversification économique, de création d'emplois et d'amélioration des revenus des communautés locales.

Dans le cadre de la chaîne de valeur du moabi, le Comptoir Maïvou va contribuer à remplir cinq fonctions essentielles :

Premièrement, une fonction de collecte et d'agrégation, consistant à centraliser les productions provenant de différentes zones de collecte d'amandes afin de constituer des volumes suffisants pour répondre aux besoins des unités de transformation et des marchés locaux et internationaux. Cette fonction contribue, donc à sécuriser l'approvisionnement de la chaîne de valeur tout en réduisant les coûts de transaction.

Deuxièmement, une fonction de traçabilité, assurée par l'enregistrement des producteurs (communautés locales, les ménages ruraux et les organisations communautaires), l'identification des sites de collecte et le suivi des flux de produits de la zone de collecte à la consommation finale en passant par la transformation, la commercialisation et l'export. Cette mission est, particulièrement importante dans un contexte marqué par le renforcement des exigences internationales en matière de respect de la légalité, de la durabilité et de la transparence des chaînes d'approvisionnement.

Troisièmement, une fonction de contrôle de la qualité, à travers le tri, le classement et la vérification des caractéristiques des produits avant leur transformation, commercialisation et exportation. Ce mécanisme permet d'améliorer la qualité des matières premières qui vont être semi-transformées et transformées, de favoriser leur standardisation et de renforcer leur compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux.

Quatrièmement, une fonction commerciale, reposant sur la négociation des contrats d'approvisionnement, la recherche de débouchés et la facilitation de l'accès aux marchés internationaux. En réduisant l'asymétrie d'information entre les producteurs et les acheteurs, le Comptoir va, donc contribuer à une meilleure valorisation économique des produits issus du moabi.

Enfin, une fonction de développement communautaire, visant à favoriser l'intégration des coopératives et organisations locales dans la chaîne de valeur, tout en promouvant un partage plus équitable des bénéfices le long de la chaîne de valeur du moabi. Cette fonction renforce, donc l'inclusivité de la chaîne de valeur et contribue à l'amélioration des retombées économiques pour les populations rurales.

Ainsi, au-delà de son rôle commercial, le Comptoir Maïvou apparaît aussi comme un véritable instrument de gouvernance de la chaîne de valeur des PFNL en général et du moabi en particulier. Il contribue, simultanément à la structuration des marchés, à l'amélioration de la qualité et de la traçabilité des produits, au respect des exigences réglementaires internationales, ainsi qu'à la création de valeur ajoutée au profit des acteurs primaires de la chaîne de valeur du moabi (ex. communautés locales). À ce titre, il constitue un acteur clé du développement durable de cette chaîne de valeur et, plus largement, de la stratégie gabonaise de valorisation des PFNL et de promotion de la bioéconomie forestière (<https://eaux-forets.gouv.ga/le-comptoir-mavou-la-nouvelle-plateforme-du-gabon-pour-le-developpement-et-le-commerce-des-produits-forestiers-non-ligneux/>).

3.1.3 Transformation des produits du moabi

La transformation constitue le maillon le plus important de la chaîne de valeur du moabi en termes de création de valeur ajoutée. En effet, c'est à ce stade que les produits bruts issus de la collecte, notamment les amandes, vont être convertis en produits à plus forte valeur économique destinés aux marchés locaux et internationaux. La transformation joue ainsi un rôle déterminant dans l'amélioration des revenus des acteurs, la diversification des débouchés commerciaux et le développement d'une bioéconomie fondée sur la valorisation durable des ressources forestières.

Le beurre de moabi, obtenu à partir de la transformation des amandes, est traditionnellement utilisé dans l'alimentation, la cosmétique et la pharmacopée locale. Il constitue, également une matière première importante pour la fabrication de produits cosmétiques tels que les huiles, savons, crèmes, baumes et soins corporels. Par ailleurs, différentes parties de l'arbre sont utilisées en médecine traditionnelle pour leurs propriétés thérapeutiques reconnues par les communautés locales. Cette diversité d'usages confère au moabi un important potentiel de valorisation économique et industrielle.

Malgré ces opportunités, les activités de transformation demeurent encore largement artisanales et peu développées au Gabon. La plupart des opérations d'extraction et de conditionnement sont réalisées à petite échelle par des groupements communautaires, principalement féminins, avec des équipements rudimentaires, ce qui limite les volumes de production, les rendements d'extraction, la qualité des produits finis et leur compétitivité face aux exigences croissantes des marchés spécialisés.

Plusieurs autres contraintes freinent aussi le développement de la transformation. Parmi les principales figurent : l'insuffisance des équipements modernes de production, le coût élevé des technologies de transformation et de conditionnement, ainsi que les difficultés d'accès aux certifications nécessaires pour pénétrer certains marchés internationaux à forte valeur ajoutée, notamment ceux de la cosmétique naturelle et des produits biologiques. À cela s'ajoute le faible accès des transformateurs aux micro-crédits et aux financements limitant ainsi les investissements dans les infrastructures, l'innovation et la mise à l'échelle des activités.

Par conséquent, une part importante de la valeur ajoutée potentielle du moabi demeure encore sous-exploitée. Le renforcement des capacités techniques des transformateurs, l'amélioration de l'accès au crédit et au financement, le développement de partenariats avec les industries cosmétiques et pharmaceutiques, ainsi que la mise en place de mécanismes de normalisation et de certification apparaissent, donc comme des leviers essentiels pour accroître la compétitivité de la chaîne de valeur du moabi. Le développement d'une transformation locale plus performante permettrait non seulement d'augmenter les revenus des communautés locales impliquées dans cette chaîne de valeur, mais également de renforcer la contribution du moabi à la diversification économique et à la bioéconomie forestière du Gabon.

3.1.4 Rôle du Cluster Cosmetic Gabon dans la commercialisation et la distribution des produits dérivés du moabi

L'analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur moabi met aussi en évidence le rôle central du Cluster Cosmetic Gabon comme principal organe de valorisation commerciale des produits dérivés des amandes de cette essence. Cet organe regroupe un ensemble d'acteurs diversifiés, notamment des laboratoires de recherche, des entrepreneurs et des associations, dans le but de structurer et de dynamiser le secteur de la cosmétologie gabonaise. En s'appuyant sur le patrimoine naturel national, il favorise, donc la production de cosmétiques haut de gamme, éco-responsables et compétitifs sur les marchés spécialisés.

Contrairement au Comptoir Maïvou, qui intervient principalement en amont de la chaîne de valeur pour l'organisation de l'offre, la collecte et la structuration des flux de produits à base de moabi, ce réseau se positionne essentiellement sur les fonctions aval liées à la transformation commerciale et à la distribution des produits issus de la transformation des amandes de moabi. Il se situe ainsi à l'interface stratégique entre les transformateurs et les marchés nationaux et internationaux.

Les principales missions du Comptoir Maïvou reposent sur plusieurs leviers complémentaires. Il assure d'abord la promotion commerciale des produits issus du moabi, en mettant en avant leur qualité, leur origine naturelle et leur potentiel écologique. Il développe également des actions de marketing collectif visant à renforcer la visibilité des produits gabonais sur les marchés nationaux et internationaux en facilitant la mise en relation avec les acheteurs et les distributeurs. Cette facilitation contribue, donc à réduire les barrières d'accès aux marchés.

Le Cluster joue également un rôle structurant dans la création et la promotion de marques nationales, permettant de renforcer l'identité et la compétitivité des produits made in Gabon. C'est à ce titre qu'il est amené à participer aux salons professionnels et aux événements internationaux, ce qui favorise la reconnaissance des produits dérivés des PFNL et du moabi en particulier et l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux. En complément, il accompagne les acteurs de la chaîne de valeur dans leurs démarches d'exportation, notamment en matière de conformité aux exigences des marchés étrangers.

Grâce à ces différentes fonctions, le Cluster Cosmetic Gabon facilite l'accès des produits issus du moabi à des segments de marché à forte valeur ajoutée, notamment la cosmétique naturelle, la pharmacie et les produits biologiques. Il constitue, donc un instrument stratégique de développement de la bioéconomie forestière du Gabon, en contribuant à transformer une ressource forestière locale en opportunité économique durable et compétitive à l'échelle internationale.

3.1.5 Analyse des flux d'information et financiers de la chaîne de valeur du moabi

L'analyse des flux de la chaîne de valeur du moabi met en évidence un système encore en structuration, caractérisé par des déséquilibres et une coordination incomplète entre acteurs en termes de flux d'information et financiers.

Flux d'information

Les flux d'information restent globalement faibles et asymétriques. Les producteurs, collecteurs ruraux et communautaires en zones rurales ont un accès limité aux informations sur les prix, les normes de qualité et les opportunités de marché, ce qui réduit ainsi leur pouvoir de négociation. À l'inverse, le Comptoir Maïvou (acteur engagé dans le maillon de transformation et commercialisation) et Cluster Cosmetic Gabon (acteur engagé dans le maillon de commercialisation et de distribution des produits dérivés du moabi) maîtrisent davantage l'information commerciale. Toutefois, les initiatives comme le Comptoir Maïvou contribuent progressivement à améliorer la transparence du segment commercial, mais la diffusion des informations techniques et économiques reste insuffisante et les chevauchements de missions entre acteurs doivent encore être clarifiés.

Flux financiers

En l'absence de mécanismes clairs de répartition, les flux financiers montrent une forte inégalité dans le partage de la valeur ajoutée. Les producteurs captent une faible part des revenus, tandis que l'essentiel de la valeur est créé en aval, notamment dans le segment transformation et commercialisation, à travers le Comptoir Maïvou et le Cluster Cosmetic Gabon. L'accès au crédit demeure encore très limité, ce qui freine les investissements et la structuration de la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

3.1.5.1 Analyse de la gouvernance et contraintes de la chaîne de valeur du moabi au Gabon

Le cadre juridique de la chaîne de valeur est principalement défini par le Code forestier gabonais de 2001 et ses textes d'application, notamment le Décret n°692/PR/MEFEPEPN du 24 août 2004 portant définition et encadrement des droits d'usages coutumiers en matière de produits forestiers non ligneux. Ce dispositif reconnaît les droits d'usage traditionnels des populations locales tout en encadrant strictement la collecte, la transformation et la commercialisation des produits forestiers non ligneux, dont le moabi.

Ainsi, les communautés locales peuvent exploiter et transformer le moabi dans un cadre coutumier, mais l'accès aux marchés formels exige des autorisations administratives et le respect des normes en vigueur. Cette dualité entre pratiques traditionnelles et exigences de formalisation constitue un enjeu central pour la structuration de la chaîne de valeur.

La gouvernance de la chaîne de valeur du moabi au Gabon s'inscrit dans un système encore en construction, marqué par la coexistence de dispositifs institutionnels formels, de pratiques informelles et d'une pluralité d'acteurs publics et privés. Malgré cette diversité, la coordination globale demeure limitée, ce qui freine la structuration efficace et intégrée de la chaîne de valeur.

Le dispositif de gouvernance repose principalement sur plusieurs institutions clés aux rôles complémentaires. Le Ministère des Eaux et Forêts assure l'encadrement réglementaire et la gestion durable des ressources forestières, tandis que l'AGADEV intervient dans la promotion de l'économie verte et le développement des chaînes de valeur durables. L'AGANOR et l'AGASA garantissent respectivement la normalisation des produits et le contrôle sanitaire, alors que le CENAREST et ses instituts thématiques contribuent à la recherche scientifique, à l'innovation et à la production de connaissances.

Ces institutions sont appuyées par des structures opérationnelles et de valorisation telles que le Comptoir Maïvou et le Cluster Cosmetic Gabon. Le Comptoir Maïvou joue un rôle central dans la collecte, la structuration des flux, la traçabilité et la commercialisation des produits, tandis que le Cluster Cosmetic Gabon contribue à la transformation, à la promotion commerciale et à l'accès aux marchés, notamment dans le secteur des cosmétiques naturels.

L'ensemble de ces dispositifs remplit des fonctions essentielles couvrant la recherche, la régulation, la normalisation, le contrôle qualité, l'accompagnement économique et la commercialisation. Toutefois, leur action demeure encore fragmentée et insuffisamment coordonnée. Les interactions entre les différents acteurs restent peu formalisées, entraînant des chevauchements de rôles et une efficacité limitée de la gouvernance globale de la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

Les contraintes affectant le développement de la chaîne de valeur du moabi et leurs implications sont identifiées dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Contraintes de la chaîne de valeur du moabi et implications au Gabon

Contraintes identifiées	Effets sur la chaîne de valeur	Implications / conséquences pour le développement
Complexité administrative des procédures d'autorisation de commercialisation et d'exportation	Ralentit les activités de transformation, de commercialisation et d'exportation	Maintien de l'informalité et découragement des entrepreneurs
Fiscalité peu adaptée aux petites unités de production	Réduit la rentabilité des activités artisanales	Faible incitation à formaliser et à investir dans la chaîne de valeur
Absence d'incitations à la transformation locale	Limite la création d'unités de transformation locales	Faible valeur ajoutée captée au niveau local et national
Fragmentation institutionnelle et chevauchement des responsabilités	Faible dynamisation de la coordination entre administrations (Comité interministériel PFNL)	Inefficacité des politiques publiques et faible gouvernance sectorielle
Faible structuration des organisations des producteurs	Difficulté de coordination et d'action collective	Faible pouvoir de négociation des producteurs
Organisation encore informelle de la collecte et de la commercialisation	Circuits courts non structurés et peu transparents	Difficulté de contrôle et de planification de la chaîne de valeur
Relations peu contractualisées entre acteurs	Faible confiance et instabilité des prix et des échanges commerciaux	Insécurité des transactions et faible suivi et traçabilité
Forte asymétrie de pouvoir entre acteurs	Concentration de la valeur ajoutée en aval	Faible captation de revenus de la part des producteurs primaires

Faible qualité des flux d'information (prix, normes, marchés)	Mauvaise prise de décision des producteurs primaires	Déséquilibre d'information et inefficacité du marché au dépend des producteurs primaires
Accès limité au crédit et au financement	Faible capacité d'investissement productif	Faible modernisation et transformation du secteur
Disponibilité irrégulière de la ressource	Instabilité de l'approvisionnement et du commerce	Difficulté de planification des activités économiques et exportation
Insuffisance des infrastructures (transport, stockage, transformation)	Pertes post-récolte et coûts élevés de transaction	Perte de compétitivité de la chaîne de valeur
Faible niveau et capacités de transformation	Production limitée et de type artisanale	Faible valeur ajoutée et accès restreint aux marchés haut de gamme
Défis de traçabilité et de conformité réglementaire	Difficulté de respect des normes et d'accès aux marchés internationaux	Exclusion partielle des marchés à forte valeur ajoutée et haut de gamme

Expert national, 2026

3.2 Enjeux de développement de la chaîne de valeur du moabi au Gabon

L'analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur du moabi au Gabon met en évidence plusieurs enjeux structurants qui conditionnent sa durabilité, sa compétitivité et sa capacité à générer davantage de valeur ajoutée au niveau national. Ces enjeux sont étroitement liés et concernent à la fois l'amont (approvisionnement et structuration des producteurs) et l'aval de la chaîne de valeur (activités de transformation, commercialisation, l'accès aux marchés, etc.) et son mode de gouvernance.

3.2.1 Enjeu d'approvisionnement durable et de structuration des producteurs

Selon les discussions avec les acteurs en amont de la chaîne de valeur du moabi, il ressort que cette chaîne de valeur repose essentiellement sur des peuplements naturels, caractérisés par une production de fruits irrégulière et fortement dépendante des conditions écologiques et climatiques. Cette dépendance rend la chaîne de valeur particulièrement vulnérable aux processus de dégradation de la ressource, notamment en l'absence de systèmes de production agroforestiers. Le vieillissement des arbres, la faible régénération naturelle, la déforestation ainsi que les effets du changement climatique compromettent progressivement la durabilité de l'approvisionnement (Ben Hacen, 2020).

Dans ce contexte, la mise en place de plantations pilotes et le développement de systèmes agroforestiers intégrant le moabi apparaissent comme des options stratégiques majeures. Ces approches permettraient non seulement de sécuriser l'offre à moyen et long terme, mais également de réduire la pression exercée sur les peuplements naturels, tout en favorisant une gestion plus durable de la ressource.

Parallèlement, la faible organisation des producteurs constitue une contrainte structurelle majeure (Precillia, 2006). Elle limite la capacité de collecte, la négociation des prix, l'accès au financement ainsi que la mise en place de systèmes efficaces de traçabilité, de contrôle qualité et de commercialisation. Cette situation réduit le pouvoir de négociation des acteurs locaux face aux intermédiaires et limite leur capacité à répondre aux exigences des marchés nationaux et internationaux. Le renforcement des organisations de producteurs, à travers la structuration en coopératives ou associations, apparaît ainsi comme une condition essentielle pour améliorer la gouvernance de la chaîne de valeur, accroître la valeur captée localement et favoriser une gestion durable de la ressource.

3.2.2 Enjeux de transformation locale et de création de valeur ajoutée

Une grande partie du potentiel économique du moabi demeure sous-exploitée. Cette faible transformation s'explique, notamment par l'insuffisance des infrastructures de transformation, le manque d'équipements adaptés, la faible maîtrise des technologies de valorisation et les difficultés d'accès au financement pour les acteurs locaux (Loubelo, 2012). En conséquence, une part importante des produits issus du moabi est commercialisée sous forme brute ou faiblement transformée, limitant ainsi les retombées économiques pour les communautés locales et pour l'économie nationale.

Par ailleurs, le développement de produits à plus forte valeur ajoutée, tels que les huiles alimentaires, les produits cosmétiques, pharmaceutiques ou nutraceutiques à base de moabi, représente une opportunité importante de diversification économique. Cette dynamique nécessite, toutefois des investissements dans la recherche-développement, l'innovation technologique, le contrôle qualité et la normalisation des produits afin de répondre aux exigences des consommateurs et des marchés spécialisés.

Le renforcement des capacités techniques des producteurs, transformateurs et entrepreneurs locaux constitue également un enjeu majeur. Une meilleure maîtrise des procédés de transformation, de conditionnement et de commercialisation permettrait d'améliorer la qualité des produits, de réduire les pertes post-récolte et d'accroître leur compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux.

Enfin, la promotion de partenariats entre les communautés locales, les entreprises privées, les institutions de recherche et les structures d'appui au développement apparaît essentielle pour favoriser l'émergence d'une véritable industrie du moabi. Une telle approche contribuerait non seulement à renforcer la valeur ajoutée créée localement, mais également à soutenir la gestion durable de la ressource et à améliorer les revenus des populations impliquées dans la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

3.2.3 Enjeux de durabilité, de traçabilité et de conformité réglementaire

Au-delà des exigences d'accès aux marchés, la traçabilité et la certification constituent des instruments essentiels pour garantir la légalité des produits, améliorer la transparence des échanges commerciaux et renforcer la confiance des consommateurs (Faso, 2015). Elles permettent également de mieux documenter les flux de produits issus du moabi, depuis les zones de collecte jusqu'aux marchés de destination, tout en facilitant le suivi des pratiques d'exploitation et de transformation.

Cependant, la mise en œuvre de ces dispositifs demeure confrontée à plusieurs contraintes, notamment le faible niveau d'organisation des acteurs, l'insuffisance des capacités techniques en matière de contrôle qualité, ainsi que les coûts relativement élevés associés aux processus de certification (Du Congo, 2021). Ces difficultés limitent la capacité des producteurs et des transformateurs à répondre pleinement aux exigences des marchés spécialisés et à tirer parti des opportunités offertes par les chaînes de valeur à forte valeur ajoutée.

Par ailleurs, la durabilité de la chaîne de valeur du moabi dépend également de la capacité des acteurs à assurer une gestion responsable de la ressource. Le moabi étant une espèce à croissance

lente et à régénération naturelle parfois limitée, son exploitation nécessite la mise en place de mécanismes efficaces de suivi des peuplements, de protection des arbres semenciers et de promotion des activités de reboisement et de domestication (Kouakou, 2019). L'intégration de ces pratiques dans les stratégies de gestion contribuerait à sécuriser l'approvisionnement futur de la chaîne de valeur tout en préservant les fonctions écologiques associées à l'espèce.

Enfin, le respect des principes de l'Accès et du Partage Juste et Équitable des Avantages (APA) constitue un enjeu croissant dans la gouvernance de la chaîne de valeur du moabi. La valorisation des connaissances traditionnelles associées à l'espèce et une meilleure redistribution des bénéfices issus de son exploitation apparaissent essentielles pour renforcer l'adhésion des communautés locales aux objectifs de conservation et de gestion durable de la ressource (Du Congo, 2021). Ainsi, la durabilité, la traçabilité et la conformité réglementaire constituent des conditions indispensables pour renforcer la compétitivité, la crédibilité et la résilience de la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

3.2.4 Enjeux d'inclusion économique des communautés locales

Par ailleurs, la faible organisation des producteurs et des collecteurs limite leur pouvoir de négociation au sein de la chaîne de valeur et réduit leur capacité à accéder aux services financiers, aux informations sur les marchés et aux opportunités de valorisation de leurs produits (Precillia, 2006). Cette situation favorise souvent une dépendance vis-à-vis des intermédiaires, qui captent une part importante de la valeur générée tout au long de la chaîne.

L'inclusion économique des communautés locales passe également par leur intégration accrue dans les activités de transformation, de commercialisation et de gouvernance de la chaîne de valeur. Le développement de petites et moyennes entreprises rurales, la promotion de coopératives communautaires et l'amélioration de l'accès aux technologies de transformation permettraient d'accroître les revenus locaux tout en créant des emplois dans les zones rurales (Loubelo, 2012).

En outre, la reconnaissance et la valorisation des savoirs locaux associés à la gestion et à l'utilisation du moabi constituent des leviers importants pour renforcer la participation des communautés à la chaîne de valeur. Dans le cadre des mécanismes d'Accès et de Partage des Avantages (APA), les populations locales devraient bénéficier davantage des retombées économiques issues de l'exploitation et de la commercialisation des produits dérivés du moabi (Du Congo, 2021).

Enfin, une meilleure inclusion économique des communautés locales contribuerait non seulement à l'amélioration des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté rurale, mais également au renforcement des incitations en faveur de la conservation de l'espèce. En associant davantage les populations aux bénéfices générés par la chaîne de valeur du moabi, il devient possible de concilier développement local, équité sociale et gestion durable des ressources forestières, conditions indispensables à la pérennité de la chaîne de valeur du moabi au Gabon.

3.2.5 Enjeu d'accès aux marchés, équité sociale et de gouvernance

La croissance de la demande mondiale en produits naturels et biologiques ouvre des perspectives importantes à de nombreux PFNL (Landry & Jarret, 2011). C'est aussi le cas pour le moabi, notamment dans les secteurs de la cosmétique naturelle, des produits biologiques et des huiles végétales spécialisées. Selon les échanges avec les acteurs de Cluster Cosmetic Gabon, ce réseau constitue un levier stratégique pour positionner les produits dérivés du moabi sur les marchés à forte valeur ajoutée et renforcer la compétitivité des acteurs locaux et de l'industrie nationale.

Cependant, malgré leur rôle central dans la collecte, les producteurs locaux (communautés locales et groupements communautaires) captent encore une part limitée de la valeur créée. L'application effective des principes d'Accès et de Partage des Avantages (APA), issus du Protocole de Nagoya, constitue, donc un enjeu fondamental pour garantir l'équité sociale, améliorer les revenus ruraux et renforcer l'acceptabilité sociale de la chaîne de valeur (Pirard & Lapeyre, 2016).

Au-delà des dimensions techniques et économiques, le principal défi transversal identifié de la chaîne de valeur du moabi réside dans la gouvernance. La coordination entre les différents acteurs—producteurs, Comptoir Maïvou, transformateurs, Cluster Cosmetic Gabon, institutions publiques, secteur privé et partenaires techniques et financiers—reste insuffisamment structurée et opérationnelle.

Cette faiblesse est en partie liée à la faible dynamisation du cadre institutionnel existant, notamment le comité interministériel de coordination du secteur des produits forestiers non ligneux (PFNL), mis en place depuis 2012. L'absence d'un dispositif intégré limite ainsi la cohérence des actions, la synergie entre interventions et l'efficacité globale de la chaîne de valeur. Dans ce contexte, le renforcement de la mise en place d'une plateforme nationale de gouvernance dédiée au moabi apparaît nécessaire pour renforcer la concertation, améliorer la planification stratégique et accroître la compétitivité de l'ensemble de la chaîne de valeur au Gabon.

4. CONCLUSION

La présente étude a permis d'analyser la chaîne de valeur du moabi (*Baillonella toxisperma*) au Gabon en identifiant ses principaux acteurs, son organisation fonctionnelle, ses mécanismes de gouvernance ainsi que les contraintes et opportunités nécessaires à son développement.

Les résultats montrent que la chaîne de valeur du moabi repose essentiellement sur les communautés locales et les organisations communautaires, qui assurent la collecte des fruits et la transformation artisanale des amandes en beurre. Ces acteurs sont soutenus par des dispositifs structurants tels que le Comptoir Maïvou, chargé de l'organisation de l'offre, de la traçabilité et de la commercialisation, ainsi que par le Cluster Cosmetic Gabon, qui favorise la valorisation commerciale des produits dérivés du moabi et leur accès aux marchés à forte valeur ajoutée. La chaîne de valeur bénéficie également de l'appui de plusieurs institutions publiques intervenant dans la régulation (Ministère des Eaux et Forêts), la normalisation (Agence Gabonaise de Normalisation-AGANOR), le contrôle qualité sanitaire (Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire-AGASA), la recherche et l'innovation (Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique-CENAREST).

L'étude met également en évidence l'existence d'un cadre juridique et réglementaire fondé principalement sur le Code forestier gabonais de 2001 et ses textes d'application, notamment le Décret n° 692/PR/MEFEPEPN du 24 août 2004 relatif aux droits d'usage coutumiers en matière de produits forestiers non ligneux. Bien que ce dispositif reconnaisse les droits des communautés locales et encadre l'exploitation des ressources, la chaîne de valeur du moabi demeure confrontée à des contraintes institutionnelles et réglementaires liées à la complexité des procédures administratives, à la fragmentation des responsabilités et aux exigences croissantes des marchés internationaux en matière de traçabilité, de certification, de conformité réglementaire et de partage des avantages.

Par ailleurs, l'analyse révèle une chaîne de valeur encore insuffisamment structurée, caractérisée par une faible organisation des producteurs, des capacités limitées de transformation, un accès restreint aux financements, une circulation imparfaite de l'information et une coordination encore faible entre les différents acteurs. À ces contraintes s'ajoutent la forte dépendance aux peuplements naturels de moabi et une production irrégulière de fruits, la faible régénération de l'espèce et les risques liés à la dégradation des écosystèmes forestiers, qui compromettent la durabilité de l'approvisionnement.

Malgré ces défis, la chaîne de valeur du moabi présente d'importantes perspectives de développement grâce à la croissance de la demande mondiale en produits naturels, biologiques et cosmétiques, ainsi qu'au potentiel de valorisation du beurre en d'autres produits dérivés du moabi. La création de valeur ajoutée locale à travers le développement de la transformation, l'amélioration de la qualité des produits, la certification et l'accès à de nouveaux marchés apparaît ainsi comme une opportunité majeure pour renforcer la contribution du moabi à l'économie nationale.

En définitive, le moabi constitue une ressource stratégique pour la promotion de la bioéconomie forestière et la diversification économique du Gabon. Le renforcement des organisations de producteurs, la mise en place effective des mécanismes de traçabilité et de certification et des principes d'Accès et de Partage des Avantages (APA), ainsi que la consolidation de la gouvernance sectorielle à travers la dynamisation du comité interministériel des PFNL (mise en place 2012) et la coordination des acteurs, constituent des leviers prioritaires pour construire une chaîne de valeur de moabi plus compétitive, inclusive et durable au Gabon.

5. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bayol, N., Anquetil, F., Bile, C., Bollen, A., Bousquet, M., Castadot, B., ... & Yalibanda, Y. (2014). *Filière bois d'œuvre et gestion des forêts naturelles : les bois tropicaux et les forêts d'Afrique centrale face aux évolutions des marchés*. ISBN : 978-2-87489-298-1.

Ben Hacen, N. (2020). *La contribution des produits forestiers au développement local de la Wilaya de Tizi Ouzou : illustration de la filière liège* (Doctoral dissertation, Université Mouloud Mammeri).

Boucaron-Nardetto, M. (2024). Une nouvelle ambition européenne : exclure les produits issus de la « déforestation importée » des chaînes de valeur mondiales. *Revue internationale de droit économique*, (1), 23–47.

Doucet, J. L., & Kouadio, Y. L. (2007). Le moabi, une espèce « phare » de l'exploitation forestière en Afrique centrale. *Parcs et Réserves*, 62(2), 25–31.

Du Congo, D. L. B. (2021). *Les interactions entre normes juridiques et normes techniques de certification forestière* (Doctoral dissertation, Université de La Réunion).

Faso, U. B. (2015). *Certification des PFNL au Burkina Faso : Manuel simplifié à l'usage des Organisations Communautaires de Base (OCB)*. Ouagadougou, Burkina Faso : UICN.

Fonseca, C. M. B., Coelho, J. C., Soares, F. B., & Correia, A. M. N. G. (2019). Value chain analysis: Overview and context for development. *Direct Research Journal of Agriculture and Food Science*, 7(12), 356–361.

Kouakou, K. A. (2019). *Disponibilité et vulnérabilité des espèces sources de produits forestiers non ligneux d'origine végétale de la forêt classée du Haut-Sassandra et sa périphérie après la décennie de crise au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire* (Doctoral dissertation, Université Jean Lorougnon Guédé).

Landry, D., & Jarret, A. (2011). *Étude de préféabilité pour la valorisation de produits forestiers non ligneux dans le nord du Nouveau-Brunswick*. Coopérative forestière du Nord-Ouest Itée et Forêt expérimentale de la Faculté de foresterie de l'Université de Moncton, campus d'Edmundston. Edmundston, Nouveau-Brunswick.

Loubelo, E. (2012). *Impact des produits forestiers non ligneux (PFNL) sur l'économie des ménages et la sécurité alimentaire : cas de la République du Congo* (Doctoral dissertation, Université Rennes 2).

Loubelo, E. (2015). Impact de la commercialisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) sur l'économie des ménages et la sécurité alimentaire : cas de la République du Congo. *Revue Européenne du Droit Social*, 2(27), 232–252.

Ndiade-Bourobou, D. (2011). *Dynamique spatiale et temporelle de la diversité génétique d'une espèce rare en Afrique centrale : Baillonella toxisperma Pierre (le moabi)* (Doctoral dissertation, Université Montpellier 2).

Ngueguim, J. R., Dondjang, J. P., Onana, J., Ijang, P. T., Zapfack, L., Noumi, V. N., ... & Solefack, C. M. (2011). Moabi (*Baillonella toxisperma* Pierre) : arbre à usage multiple de forêt dense humide du Cameroun. *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, 5(6), 2395–2406.

PIRARD, R., & LAPEYRE, R. (2016). Accès et partage des avantages dans le cadre du Protocole de Nagoya : un mécanisme innovant de financement de la biodiversité ? *Protocole de Nagoya*, 73.

Precillia, N. T. (2006). *Étude sur la gestion durable des PFNL au Cameroun*. Projet UICN (CFC/ITTO/68 FT PPD19/01 REV1(I)), Rapport final, 41 p.

6. ANNEXE

6.1 Annexe 1 : Termes de référence de l'étude

Termes de Référence (TdR) pour une analyse de la chaîne de valeur du cacao au Gabon

I. CONTEXTE

L'engagement de la Commission Européenne (CE) dans les analyses de chaîne de valeur

La Commission Européenne a lancé l'initiative "Support governance of global food & nutrition security to build resilience", dans le cadre de laquelle des analyses des chaînes de valeur (CV) sont réalisées à travers la méthodologie Value Chain Analysis for Development (VCA4D).

Le projet VCA4D se mobilise à la demande des Délégations de l'Union Européenne (DUE) dans les pays partenaires, pour les accompagner dans la compréhension des CVs et *in fine* pour améliorer la qualité du dialogue politique et des projets. VCA4D répond à la nécessité d'obtenir des données quantitatives qui facilitent l'analyse qualitative et des indicateurs spécifiques ; l'objectif étant de fournir des éléments de choix robustes pour guider les parties prenantes dans la prise de décision ainsi que la reddition des comptes. Certaines études sur le sujet dans le passé et les décisions à prendre se heurtent souvent au manque de telles données.

VCA4D fournit des analyses détaillées des CVs, en tenant compte des dimensions sociale, économique et environnementale du développement inclusif et durable. Ces analyses favorisent l'innovation organisationnelle et technologique. Un élément clé de l'approche est de comprendre et de renforcer le rôle du secteur privé pour une croissance agricole inclusive et durable. Basée sur la preuve, l'analyse contribue à améliorer les connaissances pour favoriser des interventions à une échelle nationale et en toute transparence.

La chaîne de valeur du cacao au Gabon et le soutien de l'UE

Le Gabon, pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure, fait face à des défis sociaux majeurs et son modèle économique de dépendance aux hydrocarbures s'avère de moins en moins viable avec la diminution des ressources pétrolières et la volatilité des prix des matières premières.

Le gouvernement de transition, issu de la prise de pouvoir par des membres des Forces de Défense et de Sécurité le 30 août 2023, a élaboré un Plan National de Développement pour la Transition (PNDT 2024-2026) qui se décline en 5 piliers : 1) réformes des institutions et transition politique, 2) développement des infrastructures stratégiques, 3) intensification de la stratégie de

diversification de l'économie, 4) Développement social inclusif, 5) renforcement de la durabilité environnementale et de la résilience aux changements climatiques.

L'Union Européenne et le Gouvernement gabonais ont lancé pour 2025 l'action " Appui aux Chaînes de Valeur Forêt pour une Transition Verte au Gabon " dont l'objectif est la promotion d'une économie verte au Gabon. Dans ce document, les chaînes de valeur Forêt concernent en priorité le bois, 3ème pilier de l'économie nationale, le cacao, objet d'une relance par le Gouvernement, et enfin, certains produits forestiers non ligneux (PFNL), majoritairement du secteur informel mais au potentiel de développement intéressant.

L'action est une réponse aux défis du gouvernement gabonais en matière de diversification de son économie dépendante aux hydrocarbures tout en continuant à protéger son environnement. L'exploitation durable des ressources naturelles, notamment de sa forêt qui couvre 88 % du territoire et qui abrite une biodiversité exceptionnelle, est réaffirmée dans le Plan National de Développement pour la Transition (2024-2026).

La filière cacao (encore peu documentée¹) peine à redémarrer, avec un manque d'intérêt des jeunes et des contraintes sur les aspects des techniques agroforestières, de la traçabilité des produits et de la transparence sur les prix d'achat. Actuellement, la majeure partie de la production de cacao est gérée dans de petites exploitations agricoles villageoises et familiales. La filière cacao ferait vivre environ 2000 cacaoculteurs gabonais. Pour la filière cacao, en moyenne un quart des producteurs est officiellement enregistré au sein de la CAISTAB ainsi qu'une production annuelle de cacao gravitant autour des 300 tonnes par an, ce qui positionne le Gabon loin derrière les grands producteurs. L'absence de structuration de la filière peut être expliquée par une variété de facteurs, à la fois démographiques, liées au manque d'infrastructures, à la difficulté d'accès aux technologies modernes et donc à la connaissance, aux prix modiques aux producteurs, ou encore à l'instabilité des organismes publics en charge du secteur.

Cependant, bien que négligée pendant de nombreuses années, la filière cacao fait aujourd'hui partie de la stratégie de diversification économique lancée par les autorités gabonaises. Le contexte de l'entrée en vigueur du Règlement Européen contre la déforestation sera pris en compte par l'équipe dans son analyse.

¹ Voir Etude "Diagnostic rapide de la filière cacao au Gabon, 2023". Assistance technique régionale ECOFAC6 UE

Les filières PFNL tels que le Odika, le Moabi et l'Iboga² sont peu structurées avec des contraintes au niveau de l'approvisionnement (collecte, transport) et des procédés de conditionnement et de transformation.

Le document d'action de l'UE propose d'accompagner ces secteurs au niveau de la réglementation sectorielle et fiscale du Gabon, de l'application des réglementations européennes (RDUE, CITES), de la recherche de solutions énergétiques innovantes et de la promotion de la certification.

L'étude VCA4D fournira une ligne de base sur les aspects fonctionnels et économiques de la filière du cacao au Gabon ainsi que sur les PFNL sélectionnés.

Cette étude viendra s'articuler et compléter un diagnostic rapide visant une analyse de la traçabilité et de la conformité au cadre légal pour les chaînes de valeur cacao, hévéa et huile de palme, et formuler des recommandations et un plan d'action pour la mise en conformité dans le cadre de la préparation au RDUE (étude rapide prévu dans le cadre de l'assistance technique en appui au secteur forêt bois, débutée en novembre 2024).

A noter aussi que cette étude a été sollicitée par le Gouvernement du Gabon (courrier de juillet 2024) et impliquera logiquement une collaboration étroite avec le Point Focal NDICI du Ministère de l'Economie et des Participations, et des autres Ministères concernées (en particulier Ministère des Eaux et Forêts pour les PFNL ; Ministère en charge de l'Agriculture et CAISTAB pour le Cacao).

Cette étude viendra également en résonance avec un nouveau projet en cours mené par l'ONG Natur+ dans le cadre d NaturAfrica avec de possibles synergies, pour les aspects PFNL, en termes de choix d'experts et de zones d'enquêtes.

DESCRIPTION DE L'ETUDE

Objectif de l'étude

La méthodologie de référence pour la réalisation de cette analyse est la méthodologie VCA4D de la DG INTPA.F3³ "Note méthodologique pour l'analyse de chaînes de valeurs agricoles – Cadre et

² Voir Etude "Appui à la valorisation et promotion des Produits Forestiers Non Ligneux au Gabon, 2023". Assistance technique régionale ECOFAC6 UE concernant Odika (*Irvingia gabonensis*), Miel, Moabi (*Baillonella toxisperma*), Champignons, Noisette africaine (*Coula edulis*), Iboga (*Tabernanthe iboga*) et Nkumu (*Gnetum africanum*)

³ *Directorate General for International Partnership*, Unit F3 (Sustainable Agri-Food Systems and Fisheries)

outils. Eléments clés"⁴. Cette méthodologie sera appliquée dans le cas de cette étude que dans les aspects relatifs à l'analyse fonctionnelle, économique et de l'inclusion (questions structurantes : 1) Quelle est la contribution de la CV à la croissance économique ? 2) Cette croissance économique est-elle inclusive ?).

Les experts compileront une analyse fonctionnelle (description générale et cartographie de la CV ; éléments du diagnostic technique et de la gouvernance) et identifieront une typologie d'acteurs (en particulier le secteur privé) et des sous-filières qui seront utilisées pour comparer les différents sous-systèmes.

Les résultats de l'analyse permettront de mesurer et analyser l'inclusion et la croissance économique de la chaîne de valeur du cacao au Gabon, en identifiant les enjeux stratégiques nécessitant une action politique, les principaux risques, goulots d'étranglement et opportunités pour le développement du secteur, ainsi que les thèmes à analyser plus en profondeur et les domaines pour lesquels il est difficile de produire des informations. Les experts feront également plusieurs types de recommandations, et ils suggéreront des repères (benchmarks) qui permettraient de comparer la situation avec d'autres pays voisins (par exemple en termes de compétitivité).

L'analyse de la CV aidera la DUE, les acteurs actifs dans l'accompagnement de la CV et le gouvernement à confirmer et affiner leurs approches et à poursuivre leur dialogue et leur coopération autour des aspects clefs pour un développement durable et inclusif de la filière cacao. L'étude fournira une base de référence pour les indicateurs VCA4D qui pourront être ainsi surveillés au fil du temps.

SERVICES DEMANDES

L'équipe sera formée par trois experts économistes (un expert international, deux experts nationaux).

Le travail sera organisé en trois phases :

1. Une phase de démarrage : travail préalable au bureau d'analyse des données et documents disponibles ; construction d'un plan de travail et d'utilisation du budget ; briefing à Bruxelles/virtuel avec la Project Management Unit (PMU) et l'UE : rencontre des

⁴ <https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d-/wiki/1-vca4d-methodology>

experts, familiarisation avec le cadre méthodologique, préparation des contacts avec les acteurs/institutions locales, échanges avec la DUE et INTPA-F3.

2. Une phase de travail de terrain avec une mission dans le pays avec briefing avec la DUE et les partenaires locaux impliqués, travail de terrain et collecte de données, debriefing ou workshop pour présenter les premiers résultats à la DUE et aux acteurs locaux. L'économiste international se focalisera sur l'analyse de la chaîne de valeur du cacao et formera les deux experts nationaux qui s'occuperont de l'analyse des filières des PFNL.
3. Une phase finale : rédaction et soumission du rapport provisoire à la PMU, intégration d'éventuels commentaires de la PMU après de son control qualité, présentation des résultats dans un debriefing avec INTPA/DUE/PMU, intégration des commentaires dans la version finale du rapport.

Un ensemble d'outils sera fourni à l'équipe au démarrage ou en cours d'étude :

- Documents de présentation du projet VCA4D et du cadre méthodologique
- Logiciel AFA (AgriFood chain Analysis) pour l'analyse économique

II. EXPERTISE REQUISE

L'équipe sera composée de 3 experts : un expert international (et chef d'équipe) issu du consortium Agrinatura ou associés, couvrant les sciences de l'économie ; et deux experts économistes nationaux issus des institutions publiques et/ou du système de recherche ayant une excellente connaissance de la CV dans le pays.

Le chef d'équipe aura en charge la coordination et facilitera les relations entre les membres de l'équipe et avec la PMU, préparera un plan de travail pour l'étude avec ses collègues, compilera le rapport final, sera responsable du respect des échéances et de l'organisation des séances de validation/restitution. Il/elle fera aussi le lien avec les administrations et les acteurs de la CV sur le terrain avec le soutien des experts nationaux.

Les experts travailleront ensemble de façon intégrée et dans un esprit participatif dès le démarrage de l'étude : identification des données utiles, développement d'une approche commune/typologie pour la collecte et analyse d'informations, et formulation de recommandations.

L'expert international devra s'investir pour un maximum de 35 jours de travail dans l'étude, et chaque expert national aura un maximum de 20 jours de travail.

Les livrables seront rédigés en français, dans un langage compréhensible, interprétable et utilisable par les décideurs politiques.

Les données collectées lors des missions et de l'étude contribueront à un système de connaissances et d'information (actuellement en développement). À cette fin, les experts devront agir conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de l'UE, sous la supervision et la responsabilité de leurs centres de recherche ou universités respectifs.

D'autres contributions telles que des documents ou du matériel de communication et de visibilité pourront être ultérieurement rédigées sur la base de l'étude en dehors de ce contrat. De même, des ateliers de haut niveau ou techniques pour la restitution des résultats peuvent être prévus mais sortent du cadre des présents TdR.

L'ensemble des experts se conformeront à la méthodologie spécifiée dans la boîte à outils VCA4D (<https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d/wiki/1-vca4d-methodology>).

1) L'agro-économiste

Il/elle sera un expert senior avec de solides connaissances et une très bonne expérience en analyse économique des chaînes de valeur. En particulier, il/elle saura élaborer les comptes financiers et économiques des acteurs de la CV et de la CV dans sa globalité. Il/elle saura analyser la CV du point de vue des différents acteurs et de la contribution de la CV aux grands agrégats économiques (PIB, balance commerciale, comptes publics, etc.). Il/elle sera à l'aise avec les notions de distribution de revenus, de création d'emplois, d'effets d'entraînement dans l'économie nationale, de compétitivité dans l'économie internationale.

Il/elle sera capable d'entreprendre une analyse fonctionnelle dans son intégralité.

Une expérience spécifique dans l'analyse des chaînes de valeur agricoles dans les pays en développement est demandée.

Une solide expérience sur la chaîne de valeur du cacao (ainsi que des enjeux liés à l'application du Règlement Européen contre la Déforestation) sera un atout.

La connaissance et l'expérience professionnelle au Gabon sera appréciée.

L'expérience dans la formation professionnelle sera un atout.

La connaissance du Français est exigée.

Une expérience dans l'analyse des politiques publiques pouvant aller jusqu'à l'aide à la décision politique (incluant la capacité à gérer des relations à haut niveau avec des fonctionnaires publics ou des acteurs du secteur privé) est un plus.

Une formation ou au moins une démonstration du logiciel spécifique AFA sera faite à l'économiste.

2) Deux experts économistes nationaux

Ils/elles seront des économistes gabonais, avec une bonne connaissance de la filière cacao au Gabon.

Une connaissance pertinente des institutions nationales (techniques, économiques et politiques) et des acteurs (publics et privés) impliquées dans la CV du cacao est exigée.

Ils/elles fourniront des informations sur la chaîne de valeur au chef d'équipe, identifieront les principaux acteurs et l'information existante pertinente qui sera utilisée plus tard dans l'analyse.

Les experts nationaux faciliteront l'accès à l'information, aideront à sélectionner les données les plus pertinentes issues de sources disponibles, aideront à clarifier les incohérences et sélectionneront les données pertinentes qui amélioreront la cohérence de l'analyse.

Ils/elles seront formés à l'analyse fonctionnelle et économique de VCA4D, qu'ils appliqueront à des chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux sélectionnés avec la Délégation de l'Union Européenne.

Les tâches seront allouées comme proposé dans le tableau suivant :

	Agro-Economiste	Experts nationaux
Analyse fonctionnelle du cacao	XX	X
Quelle est la contribution de la CV du cacao à la croissance économique ?	XX	X
Cette croissance économique du cacao est-elle inclusive ?	XX	X
Analyse fonctionnelle des PFNL	X	XX

Quelle est la contribution de la CV des PFNL à la croissance économique ?	X	XX
Cette croissance économique des PFNL est-elle inclusive ?	X	XX
Résumé exécutif, commentaires généraux, conclusions et recommandations	XX	X

X = participation

XX = en charge de la rédaction

III. LOCALISATION, DUREE ET PROCESSUS

L'étude démarrera en janvier 2025 par un briefing (à Bruxelles et/ou virtuel) et finira en mars 2025 avec l'approbation du rapport final.

L'équipe respectera les conditions suivantes :

- Les experts participeront à un briefing par visioconférence
- Une mission de terrain au Gabon par l'équipe
- L'équipe aura un briefing en début de mission(s) et un debriefing en fin de mission(s) avec la DUE.
- L'équipe soumettra un rapport final provisoire à la PMU vers mi-mars 2025 et intégrera les commentaires de la PMU issus du contrôle qualité.
- L'équipe participera à un debriefing à Bruxelles ou visioconférence pour fin mars pour présenter le rapport final avec la DG INTPA, la PMU et la DUE.
- Elle intégrera les commentaires oraux et écrits de la UE/PMU.

L'expert international se chargera aussi de la formation et du suivi de deux experts nationaux, afin d'assurer la qualité de leurs rendus sur les PFNL.

L'équipe disposera d'un budget pour les déplacements et le travail de terrain.

L'équipe sera aidée par l'Unité de Gestion du Projet (ou Project Management Unit - PMU) :

- Les membres de l'équipe participeront à un briefing à Bruxelles organisé par la PMU.
- L'équipe préparera un plan de travail (organisation du travail, calendrier des missions, enquêtes et collecte de données, etc.) et un budget pour le travail de terrain avec l'aide de la PMU si nécessaire.
- La PMU soutiendra l'équipe si nécessaire sur toute question de nature scientifique ou organisationnelle qui se poserait pendant les missions, en particulier si elle suppose une consultation de DG INTPA-F3 et de la DUE.
- Le rapport final sera soumis à la PMU, que le transmettra pour approbation à DG INTPA-F3 qu'un fois qu'elle l'ait approuvé.
- La PMU organisera le debriefing à Bruxelles ou en visioconférence. A cette occasion, les experts seront également invités à donner un retour sur les aspects méthodologiques qui pourraient encore être renforcés dans la note méthodologique actuelle.

V. RAPPORT FINAL

Le rapport final ne dépassera pas les 50 pages (+ annexes) et suivra la structure suivante :

- Résumé exécutif (qui sera la base d'une brochure de communication faite pour chaque étude. Il inclura : un résumé de l'analyse fonctionnelle, le résumé des réponses aux questions structurantes analysés, les principaux points d'intérêt, opportunités et risques pour la CV ; des éventuelles recommandations) – 6 pages maximum
- Introduction et contexte
- Analyse fonctionnelle
- Quelle est la contribution de la CV à la croissance économique ? (Analyse économique)
- Cette croissance économique est-elle inclusive ? (Analyse économique)
- Conclusions et recommandations

Le rapport sera rédigé en français. Il sera conforme aux Règlement RGPD pour pouvoir être publié en ligne sur la page <https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d-> (sauf si, pour des raisons de confidentialité, cela ne soit pas possible).

VI. BUDGET

L'activité dans le présent Termes de Reference sera assurée par la composante « fee-based » du contrat VCA4D.

Le montant proposé se réfère à un budget maximal qui pourra être mobilisé, le remboursement ayant lieu selon les dépenses réelles encourues.

Item	Maximum Indicative budget (EUR)	Budget line
Team Leader/ economist international (35 days)		Fees - Non key experts/ Expert 1
Experts économistes nationaux (20*2)		Fees - non-key experts/ National expert
Voyages internationaux		Travel to partner countries
Per diem (15 pour l'expert international + 8*2 pour les experts nationaux)		Per diem
Couts locaux de mission		Field mission
Couts liés à la récolte des donnés		Data collection
TOTAL		

VII. POINT FOCAL

Frederic Lançon, Directeur Scientifique, PMU.